ser, lorsqu'apparût un train de chemin de fer (l'express), qui frappa la voiture la coupa en deux, blessa Cardin et tua Michaud instantanément.

La veuve de ce dernier poursuivit la compagnie du Grand Tronc pour \$1,999 de dommages-intérêts. Elle invoque les moyens suivants: 1. Le mécanicien du train n'avait pas sonné la cloche d'alarme ni fait entendre le sifflet de la locomotive; 2. une clôture entre le chemin public et la voie ferrée faite par la défenderesse empêchait les occupants de la voiture de voir venir le train; 3. la traverse était défectueuse et il était notoire qu'elle était mal située et était une cause permanente de danger, et que des accidents avaient déjà eu lieu en cet endroit; 4. la défenderesse avait reconnu sa responsabilité en faisant disparaître, après l'accident, la clôture de planche qui interceptait la vue du chemin de fer et l'avait remplacée par une clôture de broche.

La défenderesse a nié toute responsabilité.

La Cour supérieure a rejeté l'action par les motifs suivants:

M. le juge Pouliot. (le juge examine d'abord la première question de fait, savoir, le mécanicien a-t-il sonné la cloche d'alarme et fait entendre le sifflet de la locomotive, suivant les prescriptions de la loi (1)? et il la décide dans l'affirmative. En commentant la preuve de la demanderesse établissant que les occupants de la voiture n'avaient entendu ni la cloche ni le sifflet, le juge ajoute:)

Il est en effet, très plausible de croire que les accidents de terrain et la position de cette clôture s'étendant tout le long du chemin public, alors que sévissait un grand vent contraire aient empêché les occupants de la voiture de saisir le bruit de ces signaux d'alarme.

(1) S. rev., 1906, ch. 37, art. 274.